

Table des matières

Introduction	1
Première partie	5
La déontologie des magistrats : approche sémantique	
Chapitre I	7
Le terme de déontologie	
- Section 1	7
La déontologie, dans ses rapports avec les autres disciplines	
– I. Déontologie et philosophie	7
– II. Déontologie et droit professionnel	9
– III. Déontologie et droit positif.....	10
– IV. Déontologie, morale et éthique	13
– V. Déontologie et discipline	15
- Section 2	18
La déontologie, dans ses rapports avec les autres normes de comportement encadrant la profession de magistrat	
– I. Déontologie et statut des magistrats.....	19
– II. Déontologie et régime disciplinaire des magistrats.....	20
A. Le Conseil supérieur de la magistrature.....	20
B. L'initiative des poursuites disciplinaires	23
C. De la faute disciplinaire à la déontologie des magistrats.....	25
D. L'enquête administrative préalable.....	41
E. L'audience disciplinaire	42
– III. Déontologie et responsabilité.....	45
A. Définitions.....	45
B. Les régimes de responsabilité des magistrats.....	46
Chapitre II	59
Le concept de déontologie des magistrats et son évolution en France	
- Section 1	60
Ancienneté de l'exigence déontologique	

- Section 2	62
Le serment, fondement majeur de la déontologie des magistrats	
- Section 3	65
La nouvelle conscience déontologique du juge	
- Section 4	66
Les facteurs favorables à l'avènement d'une déontologie didactique et évolutive dans la jurisprudence conjugée du Conseil supérieur de la magistrature et du Conseil d'Etat	
- I. L'évolution de la jurisprudence du Conseil supérieur de la magistrature	67
A. Applicabilité de l'article 6§1 de la CEDH au contentieux des agents publics ?	68
B. Pratique spontanée du Conseil supérieur de la magistrature	71
C. Consécration législative du principe de publicité	72
- II. L'apport de la jurisprudence du Conseil d'État	74
A. Retour historique sur le principe du recours	74
B. Étendue du contrôle du juge administratif	80
Deuxième partie	93
La jurisprudence disciplinaire des magistrats de l'ordre judiciaire ou la genèse d'une déontologie	
Chapitre I	95
De la responsabilité à la responsabilisation des magistrats	
- Section 1	95
La qualification juridique des faits	
- Section 2	96
La motivation des décisions	
Chapitre II	99
La déontologie du comportement professionnel des magistrats	
- Section 1	100
Impartialité et indépendance	
- Section 2	104
Devoir de légalité	
- I. Appliquer la loi	104
- II. Connaître le droit	107
- III. Dire le droit... dans un délai raisonnable	109

– IV. Devoir de protection de la liberté individuelle	111	183
- Section 3	112	
Devoir de réserve		
- Section 4	115	
Délicatesse, loyauté, dignité		
– I. Entre les magistrats	115	
– II. Envers les justiciables	117	
- Section 5	118	
Devoir de probité		
Chapitre III	121	
La déontologie de la vie privée du magistrat		
- Section 1	122	
Les comportements privés à éviter		
- Section 2	124	
Les cas pathologiques		
Chapitre IV	129	
Autonomie et issues de l'instance disciplinaire		
- Section 1	129	
Autonomie des actions disciplinaires et pénales		
- Section 2	132	
Les sanctions disciplinaires contre les magistrats de l'ordre judiciaire		
– I. Les sanctions proprement dites	132	
– II. La règle du non cumul des sanctions	136	
Troisième partie	139	
La déontologie des magistrats : une responsabilisation par la formation, la distinction, la normalisation et la réflexion		
Chapitre I	141	
La responsabilisation par la formation professionnelle		
- Section 1	142	
Le recrutement		
– I. Ouverture du concours à de nouveaux candidats	142	
– II. Ouverture du jury d'admission à des personnalités extérieures	143	
– III. Ouverture des épreuves du concours	143	

- Section 2	145
La formation	
- I. La formation initiale	146
A. La réforme de la formation initiale	146
B. La place de la déontologie dans la formation initiale des magistrats	148
- II. La formation continue	149
Chapitre II	153
La responsabilisation par la distinction professionnelle	
- Section 1	154
La « prime au mérite »	
- Section 2	157
Les contrats d'objectifs	
Chapitre III	159
La responsabilisation par la normalisation	
- Section 1	160
Pourquoi normaliser ?	
- Section 2	161
Les risques à éviter	
Chapitre IV	165
La responsabilisation par la réflexion collective	
- Section 1	165
Création d'un organe de conseil et de contrôle en matière de déontologie	
- Section 2	168
Création de pôles locaux de réflexion	
- Section 3	169
Développer le contrôle démocratique de la déontologie ?	
- I. La Commission nationale d'examen des plaintes des justiciables ..	169
- II. Dispositif confiant au Médiateur de la République la charge de traiter les plaintes individuelles des justiciables.....	172
- III. La saisine directe du Conseil supérieur de la magistrature par les justiciables.....	175
- Index alphabétique	179